

ECOLE DE GUERRE



PROMOTION *VERDUN*

2015 -2016

La montée en puissance de l'armée
japonaise par les grandes lignes de défense
de 2013

Commandant TAMURA Takanao

Sous la direction de

Guibourg DELAMOTTE

Professeur à l'Institut national des langues et civilisations
orientales

Résumé

La politique de défense japonaise est traditionnellement très défensive car la constitution interdit de régler des conflits internationaux par la guerre. Mais le Japon est en train d'opérer une montée en puissance de son armée à cause des menaces chinoises et des changements de la situation autour du Japon, de plus en plus complexe. Avec les GL publiées en 2013, les FAD sont non seulement en train de renouveler leur matériels et d'acquérir de nouveaux équipements mais également d'augmenter le budget de la défense. De plus, le gouvernement japonais a ouvert la voie, dans ce texte, à l'admission de la légitime défense collective pour permettre aux FAD modifiées par les GL de 2013 d'opérer le plus efficacement possible en cas de menace imminente contre le Japon en renforçant les relations et l'interopérabilité avec les pays alliés et amis. Par ces changements, le Japon essaie de normaliser sa politique de défense. Ce n'est encore qu'un premier pas mais cette normalisation est en marche.

The Japanese defense policy is traditionally very defensive because the constitution prohibits the war to solve international conflicts. But Japan is now trying to increase the capacity of the Japanese forces to prepare for threats from China and a complex regional situation. With the National Defense Program Guidelines published in 2013, the Japanese Self-Defense Force not only gain new equipment, but also an increased budget. In addition, the Japanese government has led the way to the limited admission of collective self-defense to allow the JSDF to strengthen their relationships and interoperability with allies and friendly countries. In so increasing its capabilities with the NDPG, Japan is trying to normalize its defense policy. This is only a first step but that standardization is likely to continue step by step.

Sommaire

Résumé.....	1
Introduction.....	3
I. Défis que rencontre le Japon.....	4
1. Le changement d'aspect du combat et l'expansion de la Chine.....	4
2. Le problème territorial entre le Japon et la Chine.....	5
II. La réorganisation des Forces d'auto-défense opérée par les Grandes Lignes de 2013.....	7
1. Contexte général.....	7
2. L'évolution du budget de la défense.....	9
3. L'évolution des armements.....	10
4. L'évolution de la politique et de la doctrine avec les Grandes Lignes.....	12
III. La perception par les autres pays et par la population japonaise.....	14
1. La réaction des autres pays du monde.....	14
2. L'opinion publique japonaise.....	15
Conclusion	18
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	20

Introduction

La politique de défense japonaise est traditionnellement très défensive car la Constitution interdit de régler les conflits internationaux par la guerre. L'armée japonaise ne peut pas utiliser la force militaire avant une attaque ennemie directe ou sans menace militaire imminente, même pour protéger le Japon. Par ailleurs, le Japon et les Etats-Unis ont signé le traité de sécurité nippo-américain après la Seconde guerre mondiale, l'armée japonaise n'assurant dès lors pas la protection des forces alliées déployées autour du Japon mais uniquement sa propre protection en cas d'urgence. Autant dire que l'armée japonaise peut uniquement protéger le Japon et les Japonais dans le cadre stricte de l'autodéfense. C'est la raison pour laquelle on parle de Force d'Auto-Défense (FAD) pour désigner l'armée japonaise.

Cette politique de défense japonaise fonctionnait bien avec le traité de sécurité nippo-américain et avait bien été acceptée par les voisins du Japon. La situation autour du Japon a toutefois changé totalement depuis quelques années. Les coopérations avec les pays alliés et amis sont devenues indispensables pour régler des conflits de plus en plus complexes. Notamment, la montée en puissance de la Chine est particulièrement soutenue depuis une dizaine d'années. Bénéficiant d'une économie puissante, elle renforce et modernise ses forces armées ce qui, conjugué à une volonté d'hégémonie, attise les conflits territoriaux avec ses voisins, y compris le Japon (cf. les îles Senkaku). A cette menace chinoise, s'ajoutent d'autres menaces, variées et complexes, pour le Japon, comme les missiles balistiques de la Corée du Nord et la résurgence de l'armée russe.

En conséquence, le Japon devait, pour continuer à assurer la protection du pays, changer sa politique de défense et ses équipements. En 2013, le Premier Ministre Shinzo Abe a fait un premier pas vers ce changement avec l'adoption des nouvelles Grandes Lignes (GL). Les GL de 2013 apportent des changements à la politique de défense du pays qui donnent lieu à quelques critiques de la part de certains pays qui y voient la recherche d'une hégémonie dans la région. Mais, en quoi consistent vraiment ces GL et dans quel contexte ont-elles été adoptées ? Quels changements apportent-elles sur le plan de la doctrine, du budget, des armements ? Qu'en pensent la population japonaise et les autres pays du monde ? Ce travail abordera successivement ces trois questions.

I. Les défis que rencontre le Japon.

Alors que le Japon maintient une politique de défense très défensive depuis longtemps, quels défis l'obligent à la changer ? A quels défis doit-il faire face ?

1. Le changement d'aspect du combat et l'expansion de la Chine.

Suite à l'affaiblissement de l'hégémonie des États-Unis, la situation sécuritaire mondiale est entrée dans une nouvelle phase. Cette tendance a provoqué un changement progressif de l'aspect du combat sur principalement deux points.

Premièrement, après la guerre du Golfe de 1990, tous les pays ont pu voir toute l'efficacité de l'armement de haute technologie. Dans cette guerre, les forces américaines ont en effet utilisé des équipements « hi-tech » et ont largement battu les forces irakiennes en peu de temps. La quantité de moyens déployés par la coalition militaire internationale déployée en Irak et les forces irakiennes étaient clairement inégales. Mais certaines technologies comme les missiles visant précisément des points d'importance vitale, les satellites de surveillance qui permettent un ciblage précis, les réseaux qui renforcent la coopération et la communication entre les bataillons, et les drones qui renseignent sur les positions d'ennemis, ont changé complètement l'aspect du combat. Désormais, tous les pays, y compris le Japon, sont obligés d'engager une réforme de l'armée afin de suivre cette évolution de l'aspect du combat. Mais aussi, pour maintenir la possibilité de coopération avec les pays alliés et amis, il est primordial d'acquérir des équipements compatibles avec les autres pays.

Deuxièmement, si les pays étaient les seuls acteurs des conflits, depuis les attentats du 11 Septembre, ce n'est plus le cas. L'origine des conflits que nous rencontrons dans le monde moderne est dorénavant vraiment multiple et complexe, comme dans les conflits ethniques, religieux, intérieurs, ou dans les conflits en zone grise... Ces conflits se propagent facilement et deviennent des conflits internationaux à cause de l'interdépendance croissante du monde d'aujourd'hui. De plus, la fréquence des conflits locaux augmente de plus en plus, bien que l'intensité des combats devienne moins grande qu'auparavant. Autrement dit, dans ce contexte, les armées de tous les pays doivent être prêtes à intervenir dans des conflits locaux, même si ceux-ci se passent très lointain. Normalement, les soldats appartenant aux groupes armés dans ce type de

conflit sont bien organisés et équipés grâce notamment à l'armement issu des trafics d'armes. Les armées doivent donc se reformer en adaptant leur organisation afin de prendre les mesures nécessaires contre ces menaces. Il faut, par exemple, des unités rapidement et facilement déployables, comme les forces de projection rapide «*Rapid deployment force*», avec des équipements adaptés comme le char minimisé de type «*Maneuver Combat Vehicle*» et les petits drones de surveillance. Autrement dit, la probabilité d'un conflit important nécessitant le déploiement de chars de combat lourds ou bien la mobilisation de beaucoup de troupes est beaucoup plus faible aujourd'hui. D'un autre côté, pour éviter les conflits ou pour intervenir efficacement, les relations internationales avec les pays alliés et amis sont très importantes¹. Ainsi, dans le domaine militaire, l'interopérabilité et la coopération entre les armées sont devenues essentielles.

Or, en ce qui concerne la mutation de l'armée, la Chine progresse très rapidement. La Chine a bénéficié d'un développement économique important depuis une dizaine d'années. Sa puissance est maintenant reconnue dans le monde. Grâce à son développement économique, elle a engagé la modernisation de l'armée chinoise particulièrement rapidement en investissant beaucoup². Son budget militaire a été multiplié par quatre environ depuis 2005 pour atteindre 145,8 milliards de dollars en 2015.³, ce qui la positionne à la deuxième place dans le monde derrière les Etats-Unis. Cette modernisation de l'armée chinoise est conduite pour s'adapter au changement d'aspect du combat. Si le Japon avait, avant le fort développement économique de la Chine, une certaine supériorité dans la qualité des équipements militaires, son armée pourrait prochainement perdre cette supériorité au détriment de l'armée chinoise et cela malgré ses efforts.

2. Le problème territorial entre le Japon et la Chine.

Entre le Japon et la Chine, les îles Senkaku font l'objet d'un conflit territorial qui a récemment augmenté la tension politique entre les deux pays. Les îles Senkaku ont été

¹Ministre de la défense, les Grandes Lignes des 2013, 17 décembre 2013, P4

²Ministre de la défense, les Grandes Lignes des 2013, 17 décembre 2013, P3

³Giri Rajendran, Russia and China drive global defence-spending increases in 2015, The international institute for strategic studies , 09 February 2016 ,<http://www.iiss.org/en/militarybalanceblog/blogsections/2016-629e/february-f0ed/russia-and-china-drive-global-defence-spending-increases-in-2015-8631>

rattachées au Japon en 1895 en conformité avec le cadre juridique international de l'époque⁴. La Chine n'a formulé aucune revendication suite au rattachement des îles Senkaku au Japon en 1895 ni, en 1972, lors de la rétrocession par les Etats-Unis d'Okinawa, dont les îles Senkaku qui y étaient rattachées. D'ailleurs, la Chine admettait que les îles Senkaku appartenaient au Japon d'après les documents anciens. Mais, après la découverte de gisements pétroliers lors d'études menées par des Nations Unies sur la mer de Chine orientale en 1968, la Chine a changé de position et a commencé à revendiquer sa souveraineté sur les îles Senkaku.

La Chine accorde une importance stratégique aux ressources naturelles. Donc, conjuguée à l'augmentation de sa puissance économique et de l'armée chinoise, sa volonté d'hégémonie sur la mer de Chine orientale et la mer de Chine du sud se traduit par des relations conflictuelles avec ses voisins. Pour le Japon, l'hégémonie chinoise constitue une menace qui recouvre deux aspects.

Le premier, c'est la menace directe qui pèse sur le territoire japonais. Le Japon doit se préparer contre les menaces prévisibles de l'armée chinoise parce que la Chine déploie intentionnellement de nombreux bateaux civils (privés ou officiels), d'avions de service public et militaires autour des îles pour démontrer sa volonté sur les îles en violant les eaux territoriales. Pour le Japon, il n'est pas facile d'exercer une surveillance des îles Senkaku, même si les FAD coopèrent avec l'Agence de la sécurité maritime, car les intrusions chinoises sont nombreuses : une soixantaine de bateaux par mois en 2015⁵ et une quarantaine d'avions par mois en 2014⁶. De plus, les îles Senkaku se situent à 410 km d'Okinawa, ce qui rend difficile le maintien d'une surveillance permanente sur les îles. Par ailleurs, dans le cas où la situation se dégraderait, le Japon devrait déployer des forces militaires malgré une élongation importante. Pour protéger le territoire, l'envoi des forces au moyen d'avions ou de bateaux dès que possible et l'intégration des forces

⁴ Ministre des affaires d'étrangères, Situation des îles Senkaku, Ministre des affaires d'étrangères, 14 Avril 14, <http://www.fr.emb-japan.go.jp/territory/senkaku/about.html>

⁵ Agence de la sécurité maritime, Trends in Chinese Government and Other Vessels in the Waters Surrounding the Senkaku Islands, and Japan's Response, Ministre des affaires d'étrangères, 12 fevr16, http://www.mofa.go.jp/region/page23e_000021.html

⁶ Ministre de la défense, Ministre de la défense, Statistics on Scrambles through the Third Quarter of FY2015, 22 jan 16, http://www.mod.go.jp/js/Press/press2016/press_pdf/p20160122_01.pdf,

de haut niveau sont essentiels. En conséquence, il était logique de développer le concept de « défense mobile intégrée »⁷.

Le second aspect, c'est la menace qui pèse sur les lignes vitales de communication et d'approvisionnement. Comme en mer de Chine orientale, la Chine est aussi menaçante en mer de Chine du sud. La Chine accorde une priorité importante à l'établissement de son hégémonie sur la zone qui constitue la première chaîne d'îles « *first island chaine* » en vue de contrer les Etats-Unis. Mais ses voisins, y compris le Japon, ne sont pas d'accord avec cette volonté chinoise de prendre possession des îles unilatéralement. Pourtant, elle a déclaré son hégémonie sur cette région, et a même construit des pistes et déployé des missiles sol-air sur certaines d'entre elles. Ces actions menées par la Chine contribuent à détériorer la stabilité dans cette région et menacent les lignes vitales de communication et d'approvisionnement du Japon. Or, le Japon est un pays qui dépend beaucoup des importations, surtout du pétrole dont la ligne d'approvisionnement passe par cette zone depuis longtemps. Le Japon a notamment pris conscience de l'importance de cette ligne après la Seconde guerre mondiale parce que le Japon n'avait pas d'autre moyen pour importer les matériels. Donc, cette région est très importante pour le Japon en tant que couloir maritime. Le Japon accorde de l'importance à garder l'équilibre dans la région en essayant, d'une part, de se doter d'équipements permettant de surveiller en permanence et précisément les mouvements de l'armée chinoise, et d'autre part, en offrant des patrouilleurs aux pays qui sont également menacés par la Chine afin de contribuer positivement au maintien de la paix dans cette région.

II. La réorganisation des Forces d'auto-défense opérée par les Grandes Lignes de 2013.

1. L'établissement, pour la première fois, d'une stratégie de défense.

La stratégie de sécurité nationale japonaise a été établie pour la première fois en 2013. Les GL de 2013 ont été publiées notamment dans le domaine de la politique de défense du Japon pour définir l'esprit de la stratégie de sécurité nationale japonaise. Les GL

⁷Ministre de la défense, les Grandes Lignes de 2013, Ministre de la défense, 17 décembre 2013, P6

constituent le fondement de la politique de défense japonaise. Les FAD ont établi leur capacité sur la base des GL. Les premières GL publiées en 1976 avaient décidé de doter le Japon d'une force élémentaire pouvant être utilisée dans le cadre stricte de l'autodéfense, principe qui plaçait l'accent sur la force de dissuasion tout en évitant un vide en termes de puissance en Asie orientale. De nouvelles GL, en 1995, ont maintenu ce principe, qui n'a été remis en cause qu'en 2009 par les GL adoptées au moment où le Parti Démocrate « *Minshutô* » était au pouvoir. Les GL de 2010 se sont adaptées aux changements d'aspect du combat et aux menaces chinoises. Elles reposaient toutefois sur le postulat que la Chine ne constituait pas la plus grande menace. De plus, les GL en 2010 ont remplacé le principe de « force de dissuasion » des GL précédentes par la « défense dynamique » qui nécessitait pour les FAD d'augmenter leurs puissances intégrées avec les trois armées et d'avancer sa restructuration afin de prendre en compte la défense des îles autour du Japon avec les troupes et les équipements adaptés tout en diminuant le budget de la défense.

En revanche, la menace chinoise devient de plus en plus pressante et directe comme avec cet accident entre le bateau de pêche chinois et le bateau de la sécurité maritime japonais en 2010, ou l'instauration unilatérale d'une ADIZ⁸ par la Chine sur les îles Senkaku en novembre 2013. Cela allait sans dire que le parti libéral-démocrate, qui a repris le pouvoir politique en 2012, a pensé à la nécessité de rédiger de nouvelles GL mieux adaptées à ce nouveau contexte. Dans un certain sens, le problème avec la Chine a été très important pour faire prendre conscience aux Japonais des menaces imminentes que faisait peser ce pays sur le Japon. Cela a contribué au changement de l'opinion publique en faveur d'un soutien au gouvernement japonais pour réaliser l'évolution de l'armée japonaise. Pour cette raison, les GL de décembre 2013 ont été menées directement sous la responsabilité du Première Ministre Abe.

Les GL de 2013, établies dans le cadre de la stratégie de sécurité nationale japonaise, vont plus loin que celles en 2010 sur trois points. Premièrement, elles décident d'axer la réorganisation des FAD autour du principe d'opération intégrée, notamment concernant l'évaluation des besoins capacitaires, afin de permettre que soit prises des mesures aussi rapides et efficaces que possible en réponse à la menace chinoise. En même temps, le renouvellement des équipements est lancé afin de faire face à la modernisation des

⁸Air Defense Identification Zone

équipements chinois. Deuxièmement, le budget de la défense peut désormais dépasser 1% du PNB si besoin afin de réaliser la réorganisation des FAD ou pour le renouvellement des équipements. Elles mettent donc un terme à la tendance baissière du budget de défense. Et troisièmement, pour que les FAD puissent opérer efficacement, le gouvernement japonais a ouvert partiellement la voie, dans les GL de 2013, à l'admission de la légitime défense collective avec les pays alliés et amis et d'assouplir la limitation sur le co-développement de systèmes d'armement et celles liées à l'exportation d'équipements de défense japonais afin de renforcer les relations et l'interopérabilité avec les pays alliés et amis. Les GL de 2013 sont donc vraiment différentes de celles en 2010 et vont accélérer la réforme des FAD.

2. L'évolution du budget de la défense.

Le budget de la défense japonais est maintenu habituellement à moins de 1% du PNB depuis que le cabinet du Première Ministre Miki l'a décidé en 1976⁹. Maintenant, il n'y a plus de règle qui limite du budget de la défense à moins de 1% du PNB puisque le Première Ministre Nakasone a supprimé cette disposition en 1986. Le budget n'a toutefois pas encore dépassé cette limitation de manière significative. Au contraire, à cause de la situation économique japonaise et du déficit budgétaire, le budget de la défense a plutôt tendance à diminuer depuis dix ans et ce malgré la menace chinoise¹⁰. Par ailleurs, le coût des armements de haute technologie étant de plus en plus élevé, le nombre d'équipements et de pièces de rechange pouvant être achetés doit être diminué, ce qui, d'une part, diminue la capacité à mener des opérations intégrées nécessitant des moyens importants et, d'autre part, a des conséquences négatives sur l'industrie militaire¹¹.

Dans ce contexte, les GL de 2013 assurent une certaine quantité et qualité des équipements. Le budget a donc augmenté graduellement de 39,5 milliards de dollars en

⁹Stockholm International Peace Research Institute, SIPRI Military Expenditure Database, Stockholm International Peace Research Institute, novembre, 15, http://www.sipri.org/research/armaments/milex/research/armaments/milex/research/armaments/milex/milex_database

¹⁰Ministre de la défense, Livre blanc de la défense, 2015, annexe N° 4

¹¹Ministre de la défense, Livre blanc de la défense, 2015, P258

2013 jusqu'à 41 milliards en 2015 de dollars¹². Mais, on ne peut pas dire que le budget augmente de manière significative, parce qu'il ne fait guère que retrouver son niveau de 2005 : 41,1 milliards de dollars, ce qui représente 1,05% du PNB en 2015. Quand on compare ce taux avec la moyenne des pays dans l'Asie orientale, soit 2,0% en 2014, le budget de la défense japonais n'est pas à un niveau élevé. Désormais, grâce aux GL de 2013, les FAD vont pouvoir renouveler les armements conformément à leur besoin.

En revanche, le budget de l'armée chinoise, lui, continue d'augmenter d'une dizaine de pourcent par an. Les dépenses de défense chinoises en 2015 sont estimées à 145,8 milliards de dollars, soit trois à quatre fois plus que celui du Japon. De plus, si on prend en considération le rapport publié par les Etats-Unis en 2014 indiquant que le budget militaire chinois n'inclut pas le coût de la recherche et du développement, les programmes nucléaires et balistiques ou les importations d'armement¹³¹⁴, on comprend aisément comment l'armée chinoise monte en puissance vraiment rapidement.

L'armée japonaise doit donc accélérer le rythme de son évolution. Le budget de l'armée japonaise doit continuer d'augmenter, mais il ne pourra certainement pas dépasser les 2% du PNB. Autrement dit, l'armée japonaise doit être plus efficace, et éliminer les dépenses inutiles (par exemple, les trois armes achètent parfois les mêmes équipements comme les munitions pour les armements individuels mais si on mutualisait ces achats, cela permettrait de réaliser des économies), afin d'atteindre les objectifs fixés en concentrant ses besoins capacitaires autour du principe d'opération intégrée.

3. L'évolution des armements.

Les FAD attachent traditionnellement de l'importance à la qualité et au haut niveau du taux de disponibilité des équipements afin de suppléer leur faible quantité face à des voisins dont la quantité des équipements est supérieure. Certes, le Japon a maintenu une supériorité technologique des équipements jusqu'à ce que la Chine augmente sa

¹²Giri Rajendran, Russia and China drive global defence-spending increases in 2015, The international institute for strategic studies , 09 February 2016 ,<http://www.iiss.org/en/militarybalanceblog/blogsections/2016-629e/february-f0ed/russia-and-china-drive-global-defence-spending-increases-in-2015-8631>

¹³Ministre de la défense, Livre blanc de la défense, 2015, P37

¹⁴Richard Bitzinger, What does China really spend on its military?, Center For Strategic International Studies, 19.avril.2016, <http://chinapower.csis.org/military-spending/>

puissance mais le Japon pourrait bien la perdre dans quelques années. De plus, le changement d'aspect du combat a généré quelques difficultés dans l'adaptation aux nouvelles menaces. Le Japon commence à améliorer sa situation avec les GL de 2013 en évaluant des besoins capacitaires autour du principe d'opération intégrée.

Tout d'abord, l'armée de terre a longtemps maintenu des forces adaptées aux menaces russes, en particulier face à une invasion de grande envergure à Hokkaido, au nord du Japon. La protection des îles comme les Senkaku n'était alors pas la priorité du moment. Environ 700 chars de combats étaient déployés principalement à Hokkaido, dont environ 300 chars très anciens¹⁵. Mais, aujourd'hui, elle doit se préparer à déployer ses moyens dans le combat urbain et être prête à se déployer rapidement en se dotant d'une capacité de projection notamment par voies aérienne et maritimes, civiles ou militaires. Les FAD ont donc décidé de limiter le nombre de chars à 300 (en conservant les plus modernes parmi les 700 chars) et d'acquérir 300 « *Maneuver Combat Vehicle* » qui sont plus légers que le char tout en ayant une puissance de feu quasiment identique. Ces derniers seront stationnés sur la principale île du Japon (Honshu) afin de pouvoir prendre des mesures adaptées à la situation de combat urbain. En outre, des équipements amphibies, dont l'appareil de transport aérien hybride V-22, vont être déployés pour protéger ou, si besoin, reprendre les îles situées à plusieurs centaines de kilomètres face à la menace chinoise. De plus, la Marine a été équipée de porte-hélicoptères qui peuvent déployer rapidement et facilement des hélicoptères au profit de la force terrestre et des chars de combat sur un théâtre distant.

Pour la Marine, les FAD ont décidé d'augmenter le nombre de bâtiments de surface, y compris les porte-hélicoptères, et de sous-marins pour protéger les lignes vitales de communication et d'approvisionnement. Notamment pour faire face à la volonté hégémonique de la Chine sur la zone maritime bordée par la première chaîne d'îles, la puissance de la Marine japonaise va s'accroître significativement parce que la zone d'opération de la Marine est très étendue. Il n'y a donc pas de réduction du nombre de bâtiments navals, alors que l'armée de terre diminue le nombre de chars. De plus, les FAD vont déployer des UAV comme le « *Global Hawk* » qui peuvent surveiller longtemps et à haute altitude pour renforcer la surveillance de la mer entre le Japon et la Chine. Cela va contribuer à faciliter le travail de la Marine japonaise.

¹⁵Ministre de la défense, les Grandes Lignes des 2013, 17 décembre 2013, P28

L'armée de l'air japonaise va remplacer les F-4 par des F-35, et acquérir de nouveaux avions de transport et de ravitaillement pour permettre une projection à grande distance. Les FAD attachent de l'importance depuis longtemps à la supériorité aérienne sur un théâtre parce que cela est aujourd'hui indispensable au succès de n'importe quel type d'opération. La rapide modernisation de l'armée de l'air chinoise est donc vraiment critique pour le Japon. En effet, il n'est pas facile pour le Japon de protéger ou maintenir la supériorité aérienne seul face à la quantité et la qualité de l'aviation chinoise. L'amélioration de l'interopérabilité entre les FAD et les forces américaines est devenue indispensable. Mais l'évolution des équipements est en marche grâce aux GL de 2013 afin de minimiser l'écart avec la Chine voire reprendre la supériorité dans la qualité des armements.

4. L'évolution de la politique et de la doctrine de défense contenue dans les Grandes Lignes.

L'évolution de l'armée japonaise avec les GL de 2013 ne porte pas seulement sur le volet financier et les nouveaux équipements mais englobe également les aspects politiques. Parmi les changements, celui qui est le plus significatif est la notion de légitime auto-défense collective. Auparavant, même si le Japon avait la capacité pour y contribuer activement, le gouvernement japonais ne l'autorisait pas en raison de son interprétation de la Constitution. En réalité, pour vaincre l'armée chinoise, le traité de sécurité nippo-américain est le point clé de la stratégie de défense du Japon. Mais des discussions entre le Japon et les Etats-Unis ont dû être engagées car l'armée japonaise ne pouvait pas protéger les forces américaines si le Japon n'était pas attaqué directement alors même qu'ils sont déployés autour du Japon. Les Etats-Unis estimaient donc que le traité manquait d'équilibre. Le gouvernement japonais a alors réinterprété la Constitution et a ouvert la voie, dans ce texte, à l'admission de la légitime défense collective pour permettre aux FAD modifiées par les GL de 2013 d'opérer le plus efficacement possible en cas de menace imminente contre le Japon. Cela ne résout toutefois pas complètement le déséquilibre de ce traité entre le Japon et les Etats-Unis mais c'est sûr que leur relation s'est approfondie et contribue sûrement à la défense du Japon. Surtout, dans le domaine militaire, la coopération entre les deux pays devient

dorénavant vraiment claire suite à la suppression de la limitation concernant la légitime défense collective. La dissuasion contre la Chine devient plus claire qu'avant. Par ailleurs, le gouvernement japonais a assoupli les restrictions qui existaient sur le co-développement de systèmes d'armement et l'exportation d'équipements de défense japonais. Auparavant, l'exportation des armements ne correspondait pas à l'esprit de la constitution japonaise, reconnue pour promouvoir la Paix. Au-delà de cette vision pacifiste, elle donnait une mauvaise image, comme celle de l'exportation de la guerre, pour les Japonais. Le Japon a donc évité d'exporter des armements sauf vers les Etats-Unis. Cependant, le changement de la situation autour du Japon et du contexte international a poussé le Japon à assouplir le contrôle de l'exportation d'armements afin de renforcer les relations et l'interopérabilité avec les pays alliés et amis avec le slogan de « pacifisme proactif ». En outre, pour l'industrie militaire japonaise, c'est une bonne opportunité de retrouver de la croissance après avoir souffert depuis plusieurs années des conséquences de l'augmentation du prix des équipements et des frais d'exploitation sur les carnets de commande. Plusieurs projets d'exportation et de co-développement sont actuellement en cours de discussion avec les pays amis. Cela contribuera sans doute à l'augmentation de l'interopérabilité.

Dans le domaine de l'organisation de l'armée de terre, le « Rikujyou-Soutai », qui est un commandement permanent, va être créé sous le chef d'état-major de l'armée de terre pour contribuer à l'efficacité des opérations intégrées sur l'esprit de « défense mobile intégrée ». Aujourd'hui, l'armée de terre est divisée en 5 divisions et chaque commandement de division a la responsabilité d'une région alors que les forces aérienne et navale ont un unique commandement intégré. Cette organisation pose des problèmes internes au Japon lorsque les FAD conduisent une opération intégrée parce que le point de contact varie en fonction de la région mais s'avère encore plus problématique dans les relations avec des pays étrangers et notamment les Etats-Unis.

En conséquence, les changements apportés par les GL de 2013 par rapport aux GL précédentes, qui n'intégraient pas les aspects politiques et financiers, permettront la montée en puissance de l'armée japonaise tout en prenant en compte ces deux aspects.

III. La perception par les autres pays et par la population japonaise.

Les FAD augmentent en puissance avec les GL de 2013. Celles-ci ont donc un impact pour les Japonais, mais pas seulement pour ces-derniers, car elles affectent également les relations du Japon avec ses voisins. Quelles sont les réactions des autres pays dans le monde et des Japonais à cette évolution ?

1. La réaction des autres pays du monde.

Les pays voisins du Japon, à l'exception de la Chine, la Russie et la Corée du Nord, accueillent favorablement la mutation de l'armée japonaise car ils estiment que cela contribue à contrecarrer la menace chinoise. D'autre part, la coopération nippo-américaine se renforce dans le domaine des opérations conjointes entre les deux pays. Ce traité contribue à la sécurité dans l'Asie du Sud-Est depuis longtemps puisque ce traité est la base du stationnement de l'armée américaine dans cette région après qu'ils ont quitté les Philippines en 1994. Les pays d'Asie du Sud-Est estiment que le renforcement de ce traité constitue un contrepoids à la volonté d'hégémonie de la Chine. Ainsi, lorsque le Japon et les Etats-Unis se sont déclarés clairement opposés à l'hégémonie de la Chine, les voisins du Japon qui sont menacés par la Chine ont adhéré au changement entamé par le Japon. Les Philippines¹⁶ et le Viêt-Nam¹⁷ sont d'ailleurs actuellement en négociation avec le gouvernement japonais en vue de profiter d'un soutien sous la forme d'un don de bateaux de patrouille maritime japonais à ces pays. Pour eux, la montée en puissance de l'armée japonaise constitue une aide inespérée et donc une opportunité à saisir.

En revanche, la Chine a indiqué que les évolutions prévues par les GL de 2013 leur inspirait quelque inquiétude quant à la volonté d'hégémonie du Japon. La Russie et la Corée du Nord accueillent défavorablement les GL de 2013, pour les mêmes raisons que la Chine.

¹⁶ Ministre des affaires d'étrangères, Japan-Philippines Summit Meeting, Ministre des affaires d'étrangères, 13 décembre 2013, http://www.mofa.go.jp/region/page22e_000048.html

¹⁷ Ministre des affaires d'étrangères, Japan-Vietnam Summit Meeting, Ministre des affaires d'étrangères, 20 novembre 2015, http://www.mofa.go.jp/s_sa/sea1/vn/page4e_000350.html

Mais les autres pays dans le monde accueillent généralement ces changements avec bienveillance car la montée en puissance de l'armée japonaise n'est pas belliqueuse. Selon le Premier ministre, le changement engagé par le Japon est accepté par de nombreux pays et organisations¹⁸. En effet, les pays engagés pour résoudre les conflits dans le monde, voient dans cette évolution quelques opportunités de coopération à saisir en vue de partager le fardeau, bien que la capacité de l'armée japonaise pour y contribuer soit encore limitée.

2. L'opinion publique japonaise.

L'opinion publique japonaise sur la montée en puissance de l'armée japonaise est quelque peu différente de celle des pays voisins. En effet, les changements induits par les GL de 2013, comme l'innovation des équipements et l'augmentation budgétaire, sont généralement bien acceptés par l'opinion publique japonaise à cause de la menace imminente de la Chine. En revanche, la légitime défense collective n'est pas aussi bien admise. Le résultat des enquêtes d'opinion est différent selon le journal mais, globalement, il ressort que la majorité de l'opinion publique japonaise est contre cette loi. Le résultat d'enquêtes exécutées après le vote du projet de loi par la Diète en 2015 était le suivant :

- le *Yomiuri Shimbun* : 31% pour, 58% contre, le 20/09/2015¹⁹;
- le *Mainichi Shimbun* : 33% pour, 57% contre, le 21/09/2015²⁰.

Bien que le gouvernement ait expliqué que le Japon n'appliquerait la légitime défense collective que si le Japon était sous une menace imminente, la raison principale qui explique que la population est plutôt contre la loi est la crainte de voir le Japon embarqué dans une guerre par les Etats-Unis sous le prétexte de la légitime défense collective. Autrement dit, les Japonais comprennent bien l'importance du traité de sécurité nippo-américain mais ils ne veulent pas aller plus avant dans les relations que le Japon entretient avec les Etats-Unis dans le domaine de la politique de la défense, alors

¹⁸ Prime Minister of Japan and His Cabinet, Japan's Legislation for Peace and Security, Prime Minister of Japan and His Cabinet, 22 avril 2016, http://www.kantei.go.jp/jp/headline/heiwa_anzen.html

¹⁹ Yomiuri Shinbun, l'enquête d'opinion, Yomiuri Shinbun, 20 septembre 2015, <http://www.yomiuri.co.jp/feature/TO000302/20150920-OYT1T50086.html>

²⁰ Mainichi Shinbun, l'enquête d'opinion, Mainichi Shinbun, 21 septembre 2015, <http://mainichi.jp/articles/20150921/ddm/001/010/218000c>

que le Japon a toujours profité de la singularité du traité de sécurité nippo-américain qui ne demande pas au Japon de défendre les Etats-Unis. Cela s'explique peut-être par le fait que les Japonais estiment sans doute que cette singularité du traité est normale puisqu'une soixantaine d'années sans changements s'est écoulée depuis que ce traité a été conclu. De plus, la constitution japonaise interdit de faire la guerre pour résoudre les conflits sauf en cas d'intervention d'un pays sur le territoire du Japon. Les Japonais sont donc vraiment opposés à l'usage de la force.

En revanche, le gouvernement japonais a la certitude que la coopération internationale est essentielle pour continuer à assurer la paix du Japon dans le contexte mondial actuel, qui est de plus en plus complexe, avec le slogan de «pacifisme proactif », notamment avec les Etats-Unis et les pays alliés. La coopération internationale est, pour la majorité de la communauté internationale, indispensable pour résoudre les conflits.

Cela constitue une différence notable entre le gouvernement japonais et l'opinion publique japonaise. Avant 2013, le Japon avait déjà bien compris que la légitime défense collective était importante pour la politique de défense japonaise mais le gouvernement japonais ne voulait pas changer cette politique car il ne voulait pas aller à l'encontre de l'opinion publique japonaise qui est vraiment négative sur ce point. Mais, en 2013, les GL sur la stratégie de sécurité nationale japonaise amorcent un changement. En effet, le gouvernement japonais a essayé de vaincre la réticence de l'opinion publique japonaise pour normaliser la politique de la défense en vue de s'approcher du principe militaire des autres pays par la coopération internationale.

Heureusement, les réticences de l'opinion publique japonaise se dissipent peu à peu, comme le montrent les résultats suivants :

- le *Yomiuri Shimbun* : 38% pour, 47% contre, le 29/03/2016²¹ ;
- le *Mainichi Shimbun* : 37% pour, 49% contre, le 07/03/2016²².

La majorité des Japonais reste toutefois encore opposée à ce changement même si les évolutions contribuent à améliorer la défense du Japon car ils sont très sensibles à la question militaire et donc à tout changement dans ce domaine. Ainsi, le gouvernement japonais doit faire évoluer la politique de défense japonaise pas à pas en s'efforçant de

²¹Yomiuri Shinbun, l'enquête d'opinion, Yomiuri Shinbun, 29 mars 2016, <http://www.yomiuri.co.jp/feature/TO000302/20160328-OYT1T50187.html>

²²Mainichi Shinbun, l'enquête d'opinion, Mainichi Shinbun, 07 mars 2016, <http://mainichi.jp/articles/20160307/k00/00m/010/097000c>

la faire comprendre et accepter par l'opinion publique. Les évolutions apportées par les GL de 2013 constituent toutefois un grand pas en avant pour la politique de défense du Japon.

Conclusion

Les GL ont provoqué un important changement dans la politique de défense japonaise. Elles opèrent une montée en puissance de l'armée japonaise via trois processus. Premièrement, la réorganisation des FAD autour du principe d'opération intégrée, notamment concernant l'évaluation des besoins capacitaires, est conduite afin de permettre que soient prises des mesures aussi rapides et efficaces que possible en réponse aux menaces de la Chine. En même temps, le renouvellement des équipements est lancé afin de faire face à la modernisation des équipements chinois. Deuxièmement, le budget de la défense peut désormais dépasser 1% du PNB en cas de besoin afin de réaliser la réorganisation des FAD ou pour renouveler les équipements. Troisièmement, le gouvernement japonais ouvre la voie dans ce texte à l'admission de la légitime défense collective afin de permettre aux FAD d'être plus efficaces. Il assouplit également les restrictions existantes sur le co-développement de systèmes d'armement et l'exportation d'équipements de défense japonais afin de renforcer les relations et l'interopérabilité avec les pays alliés et amis.

Ces trois objectifs ont été posés dès 2013 et, ainsi, l'évolution de l'armée japonaise avance à grands pas. Ces changements vont renforcer non seulement la compétence des FAD, en particulier dans le domaine de l'opération intégrée, mais aussi la dissuasion japonaise vis-à-vis de la Chine. Notamment en ce qui concerne le troisième point avec la stratégie de sécurité nationale japonaise, le changement est remarquable par rapport au principe vraiment défensif adopté à l'issue de la Seconde guerre mondiale. Comme on les appelle « les Forces d'Autodéfense », les forces armées japonaises pouvaient uniquement protéger le Japon et les Japonais mais dorénavant elles protègent les forces étrangères, si nécessaire, quand elles sont déployées pour contribuer à la défense du Japon. Les coopérations avec les Etats-Unis et les autres pays amis agissent comme une force de dissuasion pour la Chine. Les lois votées en septembre 2015 ont marqué l'aboutissement du processus inauguré en 2013.

Le Japon conserve sa singularité dans le domaine militaire mais le gouvernement japonais a décidé d'essayer de s'approcher du principe militaire des autres pays par la

coopération internationale. Le Japon tente, en effet, de « normaliser » sa politique de défense avec les GL de 2013 et pas seulement d'augmenter la puissance de l'armée japonaise. Heureusement, ses efforts sont globalement acceptés par les voisins du Japon car il est clair, avec son principe très défensif, que le Japon n'a pas de velléité d'hégémonie territoriale. Ce n'est encore qu'un premier pas mais cette normalisation continuera de se faire graduellement.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

- Références bibliographiques
 - Ministre de la défense, les Grandes Lignes des 2013, 17 décembre 2013, 28 P.
 - Ministre de la défense, *Livre blanc de la défense*, 2015, 424 p.
 - Cabinet Secretariat, la stratégie de sécurité nationale du japon, 17 décembre 2013, 33P.
 - DELAMOTTE Guibourg, *La Politique défense du Japon*, Presses Universitaires de France, octobre 2010, 328 p.
- Articles de revues spécialisées
 - Centre de Documentation de l'Ecole Militaire, « Réforme historique ou normalisation de la politique de défense japonaise ? », Infoveille, n°38 du 30 novembre 2015, 4 p.
- Sites Internet
 - Giri Rajendran, *Russia and China drive global defence-spending increases in 2015*, The international institute for strategic studies, 09 février 2016, <http://www.iiss.org/en/%20militarybalanceblog/blogsections/2016-629e/february-f0ed/russia-and-china-drive-global-defence-spending-increases-in-2015-8631>
 - Ministre des affaires d'étrangères, *Situation des îles Senkaku*, Ministre des affaires d'étrangères, 14 avril 2014, <http://www.fr.emb-japan.go.jp/territory/senkaku/%20about.html>
 - Agence de la sécurité maritime, *Trends in Chinese Government and Other Vessels in the Waters Surrounding the Senkaku Islands, and Japan's Response*, Ministre des affaires d'étrangères, 12 février 2016, http://www.mofa.go.jp/region/page23e_000021.html
 - Stockholm International Peace Research Institute, SIPRI Military Expenditure Database, Stockholm International Peace Research Institute, novembre 2015, http://www.sipri.org/%20research/armaments/milex/research/armaments/milex/research/armaments/milex/milex_database